Le président Hery Rajaonarimampianina à Iavoloha, le 25 janvier 2015

Rappels

Les économistes du FMI assurent un suivi permanent de l'économie des pays membres et se rendent sur place -en général une fois par an- pour un échange de vues avec le gouvernement et la banque centrale afin d'évaluer la présence de risques pesant sur la stabilité intérieure et mondiale qui justifieraient d'ajuster les politiques économiques ou financières. Leur principal objectif est de déceler les risques qui peuvent peser sur la stabilité intérieure et internationale et préconiser d'éventuels ajustements des politiques économiques ou financières. Les entretiens portent principalement sur le taux de change, les politiques monétaire, budgétaire et financière, ainsi que sur les réformes structurelles essentielles au plan macroéconomique. Les missions du FMI rencontrent également d'autres parties prenantes, dont les parlementaires, les chefs d'entreprise, les syndicats et la société civile, pour mieux évaluer les politiques économiques nationales et les perspectives.

De retour au siège, les services du FMI soumettent un rapport pour examen au Conseil d'administration, dont l'opinion est ensuite transmise aux autorités nationales, ce qui conclut la procédure dite de consultations au titre de l'article IV de ses statuts (lire plus bas). Les activités de surveillance ont gagné en transparence ces dernières années. Aujourd'hui, presque tous les pays membres acceptent de publier un communiqué de presse, qui récapitule les points de vue du Conseil, ainsi que le rapport des services du FMI et l'analyse connexe. Bien des pays publient, en outre, une déclaration des services du FMI à l'issue de la mission. **Sauf Madagascar** …

ICI ce rapport en date du 16 janvier 2015, traduit en français.

Pressé par la... presse locale, ci-après, ce que le candidat de dernière minute, candidat de substitution a déclaré, le 25 janvier 2015, à propos du FMI et des bailleurs de fonds en général **: un surplus de dettes et d'impôts pour le peuple malgache**

« Concernant le rapport du FMI, c'est très récent, je voudrais vous dire que c'est un rapport qui fait état, si vous voulez, de la situation actuelle de Madagascar et qui va permettre aussi à Madagascar de négocier avec le FMI, une facilité de crédits élargie. Effectivement, il a été question d'augmenter les recettes fiscales, parce qu'aujourd'hui les recettes fiscales sont insuffisantes développer ou faire face, si vous voulez, aux différentes dépenses, et, notamment, pour développer le pays sur le plan économique et social. Ce que je peux vous dire c'est que déjà dans la loi des Finances 2015, on a augmenté le taux de pression fiscale qui était de 11 et quelques pour cent. Aujourd'hui, on le fait passer à 12 et quelques pour cent. Donc, il y a eu une augmentation mais il faut faire un effort, surtout vis-à-vis du secteur informel qui est relativement important à Madagascar.

Concernant la Banque centrale, elle a son autonomie et son indépendance. Personne n'interfère dans la gestion de la Banque centrale, c'est dans les statuts de la Banque mondiale, et dans la réalité, je peux vous dire que nous, aujourd'hui, nous n'interférons pas et je pense que c'est le principe : nous n'interférons pas dans la gestion de la Banque centrale. Je crois

que ce qui est important dans, heu, ce que vous avez dit, tout à l'heure, c'est d'améliorer les recettes fiscales pour permettre à l'Etat de dégager les moyens de financer les investissements sociaux, les investissements économiques. Je pense que c'est l'objet… C'est vrai qu'il y a d'autres points qui ont été mentionnés par le FMI, notamment la bonne gouvernance, la mise en place d'un climat des affaires qui permet de stimuler les investissements, et nous travaillons sur ces différents aspects-là.

Donc, je crois que c'est, heu, c'est, heu, bien important de, heu, de, de suivre de près le fait qu'avec les bailleurs de fonds, nous, heu, nous traversons, heu, aujourd'hui, des discussions, hein. Heu, avec, heu, le FMI ; avec, heu, avec l'Union européenne, avec les bailleurs de fonds. Mais je pense que ce sont des situations très positives que nous avons, aujourd'hui, avec les différentes (prononcé) bailleurs de fonds ».

A trop insister sur le fait qu'il *"n'interfère pas dans la gestion de la Banque centrale"* -en parlant à la première personne du pluriel-, indique le contraire, selon l'adage: qui s'excuse s'accuse...

Le président Hery Rajaonarimampianina a été l'inamovible ministre des Finances et du Budget de la dernière période de transition durant cinq bonnes années. Pense-t-il sincèrement qu'il n'y a pas de dossiers qui trainent, quelque part, à propos de son interférence directe dans la gestion de la Banque centrale ?Il veut des preuves? Il les aura... Bailleurs de fonds: donnez, donnez, il en restera toujours des dettes pour le peuple malgache sur plusieurs générations.

Un dossier de Jeannot Ramambazafy – 26 janvier 2015